

Comptes semestriels de La Poste

Trois bureaux de poste ferment chaque jour !

Dans un contexte économique dégradé qui impacte beaucoup les secteurs du courrier et du colis, les résultats semestriels de La Poste sont conformes à ceux attendus. Le chiffre d'affaires est en baisse de 2,5 % et le résultat d'exploitation s'élève à 453 millions d'euros.

A quelques semaines du débat parlementaire sur le statut de l'entreprise, ces comptes révèlent deux événements majeurs : l'accélération du désengagement de La Poste concernant la présence territoriale et l'augmentation brutale des suppressions d'emplois.

Chaque jour, moins 3 bureaux ...

Le nombre d'agences postales communales et de relais de poste commerçants s'élève au 30 juin 2009 à 6 145. Cela représente donc la fermeture de 485 bureaux depuis le début de l'année. Il s'agit d'une accélération du désengagement de l'entreprise publique des zones rurales ou des quartiers jugés insuffisamment rentables. Depuis juin 2006, nous assistions à la fermeture de 343 bureaux par semestre (il existait 4 428 agences postales communales et relais poste commerçants au 30 juin 2006). Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas des files d'attente dans les bureaux de poste qui effectuent toutes les prestations !

... et moins 42 postiers !

La situation de l'emploi est tout aussi catastrophique, avec 7 416 emplois détruits en 6 mois, soit autant que le nombre de suppressions d'emplois enregistré pour toute l'année 2008 ! Une situation pour le moins paradoxale au moment où les dirigeants de La Poste réaffirment leur participation au « plan de relance » !

Ces évolutions ne sont évidemment pas étrangères au projet de changement de statut. Il s'agit, pour les dirigeants de La Poste, de préparer la mue l'entreprise publique en société anonyme.

La fédération Sud-PTT continuera d'œuvrer pour obtenir le retrait du projet d'une privatisation qui ne dit pas son nom. Pour cela, elle appelle les postier-es à faire grève et à manifester le 22 septembre et les usagers à s'exprimer pour la défense du service public en participant massivement au référendum organisée le 3 octobre par le comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal.